

Entretien avec Gérard Pelletier

Jacques Folch-Ribas

Volume 7, Number 3 (39), May–June 1965

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/59950ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Folch-Ribas, J. (1965). Entretien avec Gérard Pelletier. *Liberté*, 7(3), 217–253.

Entretien avec Gérard Pelletier

Qui est, que pense Gérard Pelletier? Fondateur de Cité Libre, ancien rédacteur en chef de La Presse, limogé par la direction du plus grand quotidien français d'Amérique, est-il l'expression même de la contre-révolution tranquille, c'est-à-dire à la fois un artisan et une victime du régime? Quelques semaines à peine après son congédiement, Gérard Pelletier acceptait de rencontrer le comité de direction de Liberté. Lundi soir, le trois mai, il répondait à nos questions.

LIBERTE : Acceptez-vous qu'on puisse parler de contre-révolution tranquille depuis un certain temps tout comme on a pu parler de révolution tranquille pendant deux ou trois ans ?

PELLETIER : Je pense que le phénomène existe. Que vous le désigniez par ce nom là, moi, personnellement, ça me satisfait assez. Je suis pas sûr de ce que les gens mettront sous ce titre, une fois qu'on l'aura accepté. Mais il y a un phénomène à l'heure actuelle qu'on peut appeler un ressac du conservatisme, qu'on peut appeler, si on parlait comme les Américains, le "Back-lash" du conservatisme, c'est-à-dire qu'il y a un certain nombre de gens qui ont avalé rapidement, contre leur gré, qui avaient perdu le souffle et qui n'arrivaient pas à le retrouver pour discuter. Alors ils marchaient. Si on voulait symboliser ça par un événement particulier, il faudrait parler de la publication du Rapport Parent qui est vraiment, à mon avis, le phénomène le plus typique. Le Rapport Parent était, en tout cas à mon avis, une telle remise en question de tout notre système d'éducation et une reconstruction du système qui tenait si peu compte de ce

sur quoi on avait vécu depuis deux siècles, que carrément la réaction n'a pas trouvé de mots pour s'exprimer. Par ailleurs, le rapport était assez impressionnant du point de vue de la compétence de ceux qui l'avaient fait; ça n'avait pas l'air facile à attaquer parce que c'était assez bien motivé. De sorte que pendant deux mois entiers, sauf erreur, on a eu l'impression que même le conservatisme essayait de l'enterrer sous les louanges, ce qui aurait été une tactique assez habile au fond parce qu'un document comme ça, quand il n'est pas contesté, il n'a pas l'occasion d'être développé, il n'a pas l'occasion de développer les antidotes à la critique. Mais quand on a vu, dans les milieux conservateurs, que ça allait se faire, à ce moment-là, on a changé de tactique et on a commencé à l'attaquer de tous côtés. On avait retrouvé son équilibre. Je pense que la révolution tranquille subit un peu le même sort, c'est-à-dire, qu'il y a un tas de choses qui ont été mises en mouvement parce que ça avait mijoté dans la marmite avec le couvercle solidement vissé par le régime Duplessis pendant si longtemps qu'une fois le couvercle dévissé, ou quand la marmite a sauté, comme vous aimerez mieux, il y a eu pendant un bout de temps une génération d'énergie et une poussée telles que les forces de l'opposition ne pouvaient même pas songer à s'opposer à ça; ça remuait des forces trop vives dans l'ensemble de la société. Mais il y a un ralentissement naturel, je pense, parce que — faisons abstraction pour le moment de ce qu'on pense du gouvernement — il reste que n'importe quel gouvernement qui a mis à la fois plusieurs projets en route avec beaucoup d'énergie au début, sent tout à coup une sorte de besoin de consolider, perd l'esprit d'aventure dans des opérations qui ont moins de panache mais qui doivent quand même être faites, des mises au point de mécanismes politiques. Et alors, évidemment, c'est le moment choisi, je ne dis pas consciemment: je crois que les sociétés ont un inconscient qui les influence et qui les gouverne presque autant que les individus. Mais en tout cas, instinctivement ou inconsciemment, la réaction s'aperçoit quand ce moment-là arrive. Et s'il n'y a pas un renouveau, c'est évidemment une sorte de contre-révolution, c'est un ressac qui se produit. Et je pense qu'on est en plein dans ce phénomène-là. Moi, la contre-révolution tranquille, je serais assez d'accord sur le terme. Mais j'ai l'impression que si elle devait durer, elle ne serait pas tranquille longtemps.

LIBERTE : Qu'est-ce que les intellectuels n'ont pas fait depuis cinq ans et qu'est-ce qu'ils devraient faire maintenant plus que jamais : abandonner la politique ou s'intégrer à un parti ?

PELLETIER : C'est peut-être un faux dilemme ; je n'en suis pas sûr, mais ça ne m'apparaît pas d'une nécessité flagrante de faire l'un ou de faire l'autre. Et à part ça, mon Dieu, il faudrait commencer par se définir un peu : qu'est-ce que c'est que des intellectuels ? Je trouve qu'on a abusé de ce mot, très copieusement, depuis toujours d'ailleurs. Ce n'est vraiment pas une catégorie dans mon esprit, les intellectuels. C'est pour ça que j'aurais de la difficulté à répondre à cette question-là. Je ne sais vraiment pas qui on désigne par là. Et je sais qu'on emploie le terme souvent ; et à chaque fois qu'il est employé, il m'embarrasse un peu.

LIBERTE : Vous êtes un homme d'action et en même temps, vous avez toujours tenu à suivre de très près toutes les manifestations et les actes de ceux qu'on peut appeler ici : les intellectuels, c'est-à-dire, d'après nous, romanciers, poètes, journalistes, professeurs, etc. donc ceux qui font la profession d'esprit ; comme dit Yves Préfontaine : les prolétaires de l'esprit. Ceux qui sont payés pour penser. Or certaines de ces manifestations, vous en avez nié violemment le bien-fondé et le sérieux ; ainsi il y a deux ans, lorsque *LIBERTE* a publié un numéro intitulé : "Jeune Littérature, jeune révolution" dans lequel on publiait : Major, Chamberland, Brochu, Renaud, vous avez dit d'abord que ces six ou sept jeunes ne représentaient pas la jeune génération, ni une partie importante de celle-ci ; ensuite que leurs affirmations et leurs réclamations vous paraissaient à tout le moins infantiles. Or, depuis deux ans, deux revues ont été fondées, et on s'est rendu compte d'après le tirage de celles-ci, et la place qu'elles se font dans notre société, qu'elles représentent un secteur important d'une ou de plusieurs générations qui se reconnaissent et s'expriment. La question est la suivante : dans quelle mesure acceptez-vous de compter avec les jeunes de moins de trente ans qui ont affirmé à plusieurs reprises leur position indépendantiste et leurs exigences dans divers domaines, ces jeunes vous apparaissent-ils comme des interlocuteurs valables, ou non encore valables ?

PELLETIER : Je dois avoir l'air de me retrancher derrière les définitions, mais les interlocuteurs valables dans ces termes-là, c'est une catégorie à laquelle je n'arriverai pas à accrocher mes raisonnements. Quand même mes enfants seraient les derniers des imbéciles ou les derniers des excités, je n'ai pas à me demander s'ils sont des interlocuteurs valables. J'ai à essayer d'engager le dialogue avec eux. Une jeune génération, on ne la choisit pas, pas plus qu'elle nous choisit. De sorte que, il est entendu qu'il faut entretenir la conversation pour autant que de l'autre côté, on soit prêt à la faire. Je ne reconnais pas tout à fait ce que j'ai dit dans la façon dont vous me citez. Il y a un de mes amis qui disait justement hier: "Tout est toujours hors contexte dans le monde entier". C'est vrai, on peut toujours se plaindre d'être cité hors contexte. Ce n'est pas de ça que je vous accuse, mais disons que si j'ai affirmé ça aussi nettement, je serai obligé de reconnaître que j'ai changé d'idée. Mais ça, ça m'étonnerait un peu parce que beaucoup de gens me disent qu'à l'université par exemple les garçons qui s'excitent pour l'indépendance ou le socialisme intégral ou le parti unique ou je sais pas quoi, ce n'est qu'une petite minorité d'activistes qui n'ont rien à voir avec la grande majorité des étudiants. Je suis très réfractaire à cette forme de raisonnement. Je réponds toujours que, moi, quand j'étais non pas à l'université parce que j'y fus si peu, mais quand j'avais l'âge de ces gens là, qui est-ce qui s'agitait à l'université? Des garçons qui s'appelaient Jean Drapeau, qui s'appelaient Daniel Johnson, qui s'appelaient Jean Marchand, qui s'appelaient René Lévesque. Je n'ai donc pas du tout envie de dire, ces gars-là n'ont aucune sorte d'importance parce qu'ils sont un petit nombre. Je crois que le nombre au départ de ces aventures, j'ai déjà écrit ça d'ailleurs dans un article de critique sur *Parti-Pris*, le nombre au départ des aventures comme ça a peu d'importance; c'est à l'arrivée qu'il importe de compter les gens. De sorte que je pense avoir toujours cru que c'était un phénomène important. J'ai toujours cru également qu'il fallait engager le dialogue avec ces gens-là. Ce que j'ai le plus profondément déploré, c'est qu'ils le refusaient avant de partir. Et ils ont dû implicitement l'accepter depuis; c'est assez curieux ce qui s'est produit. Ils ont toujours affecté de ne tenir aucun compte de ce qu'on a écrit à leur sujet quand on n'était pas d'accord avec eux. Mais implicitement, dans certaines auto-critiques après un an etc. on

s'est aperçu que les objections posées avaient fait leur chemin et qu'ils sentaient le besoin d'en tenir compte. Et d'essayer de les réfuter. Il y a même certains éléments d'objections qui leur ont été faites qui sont intégrés maintenant dans leur façon de raisonner. Ceci dit, je ne pense pas que de respecter la liberté des gens ou d'avoir une conception démocratique de la société nous oblige à être d'accord avec tout le monde. Et si inutile que ce soit, on ne peut pas s'empêcher de déplorer qu'une partie importante d'une génération prenne une orientation que l'on croit mauvaise. Et moi, je continue de déplorer qu'une certaine orientation occupe un très grand nombre, peut-être pas tellement le grand nombre, mais un nombre d'esprits fort important dans la jeune génération; je continue de croire qu'il y a certaines de ces orientations-là qui sont des culs-de-sac. Je suis assez réaliste pour savoir qu'à vingt ans on s'est tous engagé pour une part dans des culs-de-sac et il a fallu prendre une autre direction quand on s'en est rendu compte. Mais disons que ce qui me dérange beaucoup plus que l'indépendantisme dans leurs tendances, c'est tout ce qu'elles ont d'inhumain, de très autoritaire. L'autoritarisme de ces garçons-là, je m'en suis donné une explication à moi-même. Je ne sais pas ce qu'elle vaut. Même si je peux l'expliquer, je ne peux pas m'en réjouir. Et je trouve ça plutôt malheureux. Je partagerais plutôt l'opinion suivante, à savoir que notre génération avait fait un certain chemin, sous l'effet d'un nombre infini de facteurs d'ailleurs, mais avait fait un certain chemin dans le sens des libertés personnelles, dans le sens d'un climat plus propice à l'expression des idées; et je ne puis évidemment pas me réjouir qu'une certaine partie de la génération qui nous suit n'ait rien de plus pressé que de supprimer cette liberté-là en proposant le Parti Unique ou la liquidation des gens qui ne pensent pas comme eux.

LIBERTE : Si vous aviez vingt ans, dans quel groupe vous imagineriez-vous aujourd'hui en 1965?

PELLETIER : L'histoire au conditionnel passé m'a paru toujours farfelue; alors les confessions au conditionnel présent, n'est-ce pas... J'aurais envie de répondre par une blague et dire mais voyons! mais j'ai toujours vingt ans! C'est très difficile de répondre à cette question en dépit du fait qu'assez inévitablement on se la pose. J'essaie de me rappeler ce que j'étais à

vingt ans. J'étais un garçon d'une famille fort modeste qui n'avait pas d'argent pour étudier. Et ce qui dominait mes préoccupations, je pense, en tout cas au niveau conscient, c'était la pensée religieuse. Evidemment, si je me transpose tel que j'étais, je vois assez bien les groupes de bourgeois dont je ne ferais pas partie. Je n'étais pas du groupe de Brébeuf. Je ne crois pas que je pourrais y être davantage aujourd'hui, j'essaie parfois de trouver à l'université de Montréal, par exemple, les gens pour qui la préoccupation religieuse est encore vivante; je les trouve cachés dans les coins. C'est pas beaucoup dans ma nature. Alors je n'arrive pas très bien, vraiment, à deviner où je serais si j'avais encore vingt ans.

LIBERTE : Quelles différences fondamentales y-t-il entre les positions de Claude Ryan et les vôtres vis-à-vis de la Confédération canadienne ?

PELLETIER: Différences fondamentales? Je crois qu'il n'y en a pas.

LIBERTE : Alors quelles sont les différences non pas fondamentales, mais disons existentielles?

PELLETIER: Ça m'embarrasse ça vraiment. Ce n'est pas de vouloir ou de ne pas vouloir répondre mais j'ai écrit assez d'éditoriaux pour savoir comment tous les gens lisent ça; puis moi, je lis ça de la même manière qu'un lecteur ordinaire. Alors, je ne peux pas me reporter à un texte. A part ça, je suis revenu dans sa boîte depuis fort peu de temps. Je n'ai pas eu le temps de discuter très longtemps avec lui. Je dis: il n'y a pas de différence fondamentale parce qu'au moment où il s'exprimait là-dessus, je faisais moi-même des éditoriaux et si j'avais vu tout à coup des différences fondamentales, je lui aurais sauté à la gorge, comme on se fait poliment quand on est dans ce métier-là. Et je ne l'ai pas fait. C'est pour ça que je peux répondre: je crois qu'il n'y a pas de différences fondamentales. Mais les différences se situeraient au niveau où on envisage les évolutions de la société canadienne-française à l'intérieur d'un fédéralisme. Et je sais qu'on n'a pas la même vue de la société canadienne-française. Il accorde beaucoup d'importance à un certain nom-

bre de choses, peut-être avec raison d'ailleurs dans certains cas. Disons que Ryan est très frappé et connaît à fond tout un milieu que moi je voudrais connaître davantage mais que je ne connais pas, qui est celui des organismes d'économie populaire. Des caisses populaires, des coopératives, des trucs comme ça. Moi je comprends l'importance de ces gens-là mais je ne les ai pas fréquentés, je ne les connais pas. Je ne suis pas assez administrateur d'ailleurs pour avoir été officier dans une caisse populaire. Je sais que pour lui, ça teinte tous les raisonnements qu'il fait sur l'évolution de la société. A part ça, je sors d'une période de quatre ans pendant lesquels je n'ai à peu près pas bougé de Montréal. Et ça je pense que c'est grave pour un homme qui essaie de penser sur la société canadienne-française. C'est-à-dire que je dois être maintenant, inconsciemment, sans le vouloir, très souvent coupable de présomptions montréalaises. Et je sais que j'avais beaucoup de difficulté à discuter avec des Montréalais présomptueux quand moi-même j'étais dans le syndicalisme et que je vivais partout à travers la province et que j'entendais différents sons de cloche et que je pouvais voir de plus près l'évolution du milieu. Alors, je crois que sur ces différences-là, je ne me sens pas très certain parce que Ryan doit avoir raison contre moi. Il a beaucoup plus voyagé. Et je me remets à le faire moi, systématiquement. On est tous menacés de ça, de tout juger d'après Montréal. Et même si Montréal représente les deux tiers de la société canadienne-française à toutes fins pratiques, il reste que le tiers qui est en dehors, c'est lui qui couvre le territoire, c'est lui qui détermine les mentalités et les évolutions de certaines régions fort importantes, et c'est à ce niveau-là que se situeraient mes différences avec lui. Mais là-dessus, vraiment, je ne suis pas capable de répondre, parce que je n'ai pas assez à l'esprit les positions, qu'il a prises. Surtout que c'est restreint à la confédération. Je sais bien ce qui sépare nos deux tempéraments mais il ne s'agit pas ici d'une question de tempérament.

LIBERTE : Dans un contexte qui aurait échappé au Duplessisme, où situeriez-vous le gouvernement actuel du Québec par rapport à la notion de gauche et de droite ?

PELLETIER : Non seulement le contexte n'a pas échappé au Duplessisme, mais le gouvernement actuel non plus. Au lieu de contre-révolution tranquille, le nom que j'allais vous suggérer

tout à l'heure, c'est le néo-Duplessisme. Je pense qu'on retombe vraiment dans une certaine ornière qui nous est congénitale presque, enfin chaque peuple a ses tentations, ses idiosyncrasies, ses faiblesses, ses préjugés, qui l'irritent et qui ne se fabriquent pas. J'ai l'impression que le gouvernement Lesage et le premier ministre lui-même, dans toute sa superbe, est en train de rentrer dans les mêmes ornières et qu'on est en train de jouer à ce jeu, qu'on appelle les quatre coins: quand il y en a un qui part, l'autre se met à sa place et c'est l'autre qui tombe dans la position où l'autre était avant. Alors, je crois que le contexte n'a pas échappé, je pense qu'il ne pouvait pas échapper, au néo-duplessisme, et moi, j'ai toujours comparé le régime Duplessis, en cherchant des points de repère historiques, à Napoléon III en France, au second Empire, c'est-à-dire à la fin du règne des notables. Il restait un petit peu de jus dans le conservatisme canadien-français et Duplessis a eu l'habileté, parfois démoniaque, c'est son seul génie vraiment, d'exprimer jusqu'à la dernière goutte de ce jus. Avant l'élection de 1960, j'avais rencontré à bord d'un train, un haut officier de l'Union nationale qui avait eu cette phrase absolument étonnante: "Nous, on travaille comme des cochons, ces temps-ci, parce que pour la prochaine élection, on peut pas se permettre de perdre un marguillier". C'est vraiment le dernier des notables. Il ne pouvait plus perdre un marguillier. Un maire de municipalité, un préfet de comté, un protonotaire, bien sûr, qu'il ne pouvait pas perdre ça! Et quand je regarde ce qui s'amorce, je me demande si on n'est pas devant l'équivalent de la république de Thiers qui s'est donné des apparences libérales au départ et qui a fait un certain nombre de choses, mais qui s'est hâtée de détourner le mouvement populaire pour retomber dans la même ornière qu'avant. Et même si le règne des notables a pris fin avec Napoléon III, il y avait une autre classe de notables qui était arrivée à la surface et que la troisième république a exploitée à fond. Je me demande si ce n'est pas ça qui est en train d'arriver. Le régime Lesage a créé deux nouvelles catégories de Canadiens-Français. Il a créé, à mon avis, des fonctionnaires. Pour la première fois de notre existence, on a une fonction publique. Ces fonctionnaires-là, je pense, vont rester, eux, dans la ligne de départ du gouvernement Lesage. Mais il a créé aussi une nouvelle clientèle de bourgeois un petit peu plus éclairés mais également profiteurs. Et je pense que c'est cette catégorie-là qui est en train

d'arriver au pouvoir à l'heure actuelle. Et cela ne serait pas tellement différent de ce à quoi on a assisté en France dans les débuts de la troisième république qui a libéralisé un certain nombre de choses, enfin a permis que le mouvement ouvrier travaille à peu près correctement, a permis que les chemins de fer soient régis, a fait un certain nombre de choses, mais simplement pour canaliser l'explosion populaire qui avait suivi la chute de Napoléon III et on a détourné ça très rapidement. Evidemment, on voit défiler cela d'une façon plus rapide, on dirait que c'est un film télescopé. Il y en a des bouts qui ont été coupés. On voit succéder les images beaucoup plus vite. Moi, je pense qu'on se dirige vers un néo-duplessisme. Avant de venir ici, ce soir, je demandais justement à un ministre s'il croyait qu'on pouvait encore espérer un virage parce que dans la personne du chef libéral Lesage, moi, la seule chose que j'ai jamais admirée c'est sa facilité de prendre des virages. Je crois que c'est un homme qui n'a pas deux idées personnelles à frotter ensemble. Mais il a un nez politique assez extraordinaire. Par exemple, la bêtise initiale de Duplessis cassant les reins à Philippe Hamel et le renvoyant dans ses pénates, ça contraste de façon vive avec Lesage qui nomme René Lévesque ministre. Au départ, le gars a eu l'instinct de ce qu'il fallait faire. Est-ce qu'il est encore capable de faire un rétablissement gymnastique, est-ce que la poussée populaire est encore assez cohérente, ou est-ce qu'il y a assez de divisions sur des questions secondaires d'ailleurs, à mon avis, pour qu'il puisse passer entre les deux et nous faire l'opération néo-duplessisme ? Moi, je crains bien que dans l'état actuel de l'opinion publique, la deuxième opération soit possible, à moins qu'il se produise des ruptures au sein de ce gouvernement, ce qui est non seulement possible mais même probable.

LIBERTE : Pierre Elliott-Trudeau a composé un manifeste publié dans Cité Libre, il y a quelques mois, vous l'avez reproduit intégralement lorsque vous étiez rédacteur-en-chef à La Presse. Quels résultats, selon vous, a eu ce manifeste ?

PELLETIER : D'abord, ce n'est pas moi qui l'ai reproduit intégralement parce que, quand il passait quelque chose dans Cité Libre, j'avais la pudeur d'attendre que quelqu'un d'autre s'aperçoive que cela avait de l'importance. Alors, c'est vraiment au niveau des services d'information que, tout à coup, ils se sont aper-

çus que les gens parlaient de ça et qu'on avait l'air de ne pas l'avoir vu passer. Je pense que ça été un effort de synthèse pour remettre ensemble tous les éléments d'une politique qui n'aurait rien à voir avec des motivations nationalistes. Et comme tel, je pense que c'est valable. Et je pense que cela a influencé, certainement pas la grande masse des gens, mais un grand nombre de gens qui réfléchissent. Moi je n'étais pas partie à ce manifeste, je n'ai pas assisté à son élaboration. Je l'ai vu comme vous tous quand il a paru. Non, peut-être deux jours avant, mais enfin, je l'ai vu terminé, je ne savais pas comment cela avait été fait. A titre d'homme qui fait métier de travailler dans l'opinion publique, je leur ai dit tout de suite qu'il me semblait manquer à ce truc-là des points d'accrochage par lesquels les gens peuvent se reconnaître, que, à force d'avoir fait un effort pour élaborer toute une politique sans motivation nationaliste et sans motivation émotive, cela faisait quelque chose d'un peu désincarné du point de vue de l'actualité et je ne voyais pas par quel point cela accrocherait, si ce n'est par une certaine négation assez dédaigneuse de l'émotivité nationaliste avec laquelle je n'étais pas d'accord d'ailleurs. Parce que je pense que c'est un phénomène qu'on peut combattre mais c'est un phénomène qu'on ne peut pas traiter par le mépris, il est trop général. Mais je dirais que le mérite du manifeste, ce fut de montrer tout le contenu d'une politique sociale, d'une politique fonctionnelle, comme ils l'appellent, et de rappeler aux gens un nombre formidable de questions importantes, essentielles dans l'immédiat, que l'émotivité nationaliste peut faire oublier.

LIBERTE : La crise séparatiste est-elle résolue, selon vous, ou sur le point de l'être ?

PELLETIER: Je vais avoir l'air d'un "obstineux" mais je n'ai jamais appelé le séparatisme une "crise". Je crois que le séparatisme est le résultat d'une crise beaucoup plus vaste que le séparatisme lui-même. Je pense que la crise n'est pas résolue et que le séparatisme ne peut pas être résolu aussi longtemps que la crise qui le provoque ne sera pas résolue elle-même. Et c'est l'ouverture que j'ai d'ailleurs dans l'esprit du côté du séparatisme, c'est que je me dis: si cette crise ne se résout pas,

le séparatisme pourrait bien triompher. Ce que je considérerais personnellement comme une catastrophe, vis-à-vis des propres objectifs du séparatisme d'ailleurs, mais ça c'est un petit peu plus compliqué et plus long à exprimer. Dans mon esprit, le séparatisme s'apparente à ce que j'ai vu qui lui ressemblait le plus: les partis communistes de l'Europe d'après guerre. Et même dans un pays tranquille comme la Belgique par exemple, quand la crise des rapports sociaux déterminés par la guerre était à son sommet, le communisme était important en Belgique. Il avait même des représentants à la Chambre des députés. Maintenant la crise des rapports sociaux, elle n'est pas résolue bien sûr, mais elle est dans une période calme. Il n'y pas d'opposition violente. C'est une société à peu près équilibrée. Le communisme est encore là, mais son importance est secondaire. Je crois que le séparatisme est l'épiphénomène de toute tentative de fédéralisme. Pour autant que la tentative du fédéralisme échoue, le séparatisme échoue, pour autant que le fédéralisme échoue, le séparatisme réussit. Je ne crois pas qu'il y ait d'autre issue possible. Alors je crois qu'on est en pleine crise confédérale et que le séparatisme, qui se montre au niveau de l'action politique plus "brouillon" qu'aucun parti ne s'est jamais montré — dont les dirigeants ont accumulé gaffes sur gaffes, — qu'il soit encore vivace, c'est un prodige et ça témoigne de la profondeur de la crise du fédéralisme canadien. Supposez que le séparatisme, comme parti politique, ne s'appuierait pas sur un désordre réel; avec toutes les conneries qu'il a faites, cela ferait longtemps que les gens n'en parleraient plus. Et si cela survit, ça veut dire que ça trouve toujours dans le mécontentement de nouvelles munitions, ça trouve à se nourrir de ce côté-là. Mais je crois que la crise du séparatisme d'ailleurs ne serait même pas résolue après l'indépendance. J'ai vécu en Irlande du sud, pendant un certain temps; et même depuis l'indépendance irlandaise, vous avez un extrémisme nationaliste qui n'a jamais démordu et qui se cherchait même des objets à l'intérieur. Des Irlandais se sont liquidés mutuellement après l'indépendance; ils se sont assassinés les uns les autres pendant je ne sais combien de temps, avant que cela ne se tasse un peu. Et même maintenant, la politique irlandaise est tout entière influencée par les séquelles de la révolution de 1921. J'ai l'impression, qu'il y aurait ici un séparatisme extrémiste qui ne serait pas content de quelque indépendance qui serait faite.

LIBERTE : Est-ce que vous professez toujours que l'existence au Québec de structures ou d'institutions démocratiques rend injustifiable tout recours à la violence armée ?

PELLETIER : OUI ! Sans commentaire....

LIBERTE : Le peuple du Québec qui est d'expression française à 80% a-t-il droit selon vous à l'unilinguisme ?

PELLETIER: Je vous avoue que la question m'étonne parce que je n'ai jamais posé ça en termes de droit. Je pense que si on la pose sous la forme d'un droit, on doit dire: est-ce que les 20% de Canadiens de langue anglaise qui vivent dans la province de Québec ont droit au bilinguisme? La question vue du côté de la majorité canadienne-française, je dirais, moi, si on se place dans une perspective séparatiste, c'est-à-dire si on est motivé par un idéal politique ou une conception politique qui s'appelle l'Etat-nation, il est clair que si le Québec devient un Etat-nation, il a droit de ne garder qu'une langue dans ses institutions officielles. Mais, si on fonctionne dans la conception fédéraliste d'un Etat, eh bien! là, évidemment, c'est la réponse contraire parce que le fédéralisme lui-même est essentiellement une formule politique qui prétend harmoniser au sein d'un même Etat plusieurs groupes culturels, nations, minorités, appelez-les comme vous voudrez. Alors si on raisonne dans une conception fédéraliste, l'unilinguisme québécois pourrait être rien qu'une chose, un instrument de chantage. Je ne dis pas qu'au niveau de la politique quotidienne, je refuserais de l'employer. La proposition que vient de faire Robert Cliche de dire à l'Ontario: "Si vous voulez, on va négocier un accord de réciprocité sur la façon de traiter les minorités", je trouve ça très habile comme manoeuvre politique. Je voudrais qu'il se lance dans cette aventure-là pour voir ce que cela donnerait. Parce que dans le contexte actuel, qu'est-ce que vous voulez que l'Ontario réponde? Non, laissez-moi massacrer les Canadiens-Français, ici? Ils nous donneraient automatiquement la liberté de faire la même chose avec la minorité de langue anglaise. Alors, si on raisonne dans une conception d'Etat-Nation et donc de séparatisme, l'unilinguisme est la chose la plus légitime du monde. Si on raisonne dans une conception fédéraliste, eh bien on se dit: non, à ce moment-là il faut arriver au bilinguis-

me dans l'Etat total et dans chacune de ces unités, dans chacun de ses territoires provinciaux. Il faut avoir un régime commun et puis-que cette fédération est bâtie pour permettre à deux cultures de vivre et de s'épanouir, il faut les laisser vivre et s'épanouir. Mais alors partout. C'est pourquoi quand le séparatisme anglo-canadien, lui, prétend que les provinces du Canada peuvent être unilingues si la majorité du Canada le décide, il raisonne, lui aussi, à partir de l'Etat-nation, c'est visible. Et pas du tout dans la perspective d'un fédéralisme hétérogène. Alors moi, comme je raisonne dans un cadre fédéraliste je dis non, sauf comme instrument de chantage littéralement. Pour forcer les autres provinces à se rendre compte de la conception politique qu'elles entretiennent. On peut s'en servir, mais la fin ultime ce n'est certainement pas d'arriver à rendre chaque province unilingue. Et l'unilinguisme au Québec, de façon absolue, ne me paraît justifié que par une conception séparatiste.

LIBERTE : Au tout début, en parlant de la contre-révolution tranquille, vous avez parlé des milieux conservateurs. Qu'entendez-vous par milieux conservateurs en ce moment, et dans le contexte actuel du Québec?

PELLETIER : Je crois qu'il y a la moyenne et la grande bourgeoisie d'affaires qui se donnent un vernis de progressisme. Mais vernis ou pas, leurs intérêts en font des conservateurs au plan social. Il y a ensuite les milieux dont l'équilibre traditionnel n'a pas encore été rompu. C'est-à-dire certaines régions agricoles, par exemple, qui vivent encore et qui n'ont pas perdu tous les avantages de l'équilibre champêtre ou bucolique, si on veut, qui ne les ont pas perdus assez totalement pour vouloir à toutes forces trouver un autre équilibre. Et à qui plusieurs mesures législatives apparaissent comme une sorte de dérangement, à partir du transport des écoliers jusqu'à certaines rumeurs en vertu desquelles le gouvernement voudrait éventuellement reclasser les populations, déclarer certaines régions impropres à l'agriculture et puis essayer de canaliser la population vers ailleurs. Pas en Gaspésie où leur mode de vie a été complètement saccagé; ces gens-là sont plus impatients que n'importe quels autres, moi je suis convaincu que ça va être une des régions les plus progressistes d'ici cinq ou six ans. Mais, prenez la Beauce, par exemple, et ça se manifeste dans toutes sortes de phénomènes. Gilles Vi-

gneault était chez moi hier soir et me racontait le "bide" épouvantable qu'il a pris en Beauce. Six soirs de suite, les gens allaient au concert, la salle se remplissait à moitié, ils écoutaient ce gars-là chanter. Et après le récital, ça applaudissait à peine. Il n'a pas été capable d'avoir un seul mouvement d'enthousiasme dans la salle. Et je pense que c'est assez typique comme résistance dans ce coin-là parce que ça fonctionne encore à peu près. Beaucoup de mécontentement sur le pourtour mais il y a évidemment aussi un phénomène qui est assez important démographiquement. Le vote qui a été donné à l'Union nationale contre la nationalisation de l'électricité et contre tout le mouvement amorcé, le vote qui a été donné à l'automne de 1962 est quand même considérable. Je veux dire que la nouvelle tendance n'a jamais balayé l'opposition comme le régime Duplessis avait balayé presque toutes traces d'opposition libérale. Ils se sont retrouvés une fois avec sept députés. Ils avaient gardé sept sièges, je pense. Un loustic avait proposé qu'on les mette dans une salle particulière du Parlement provincial qu'on appellerait la salle des "pas perdus".

LIBERTE: Vous avez dit, en parlant de la contre-révolution tranquille, si elle doit durer elle ne sera pas tranquille longtemps.

PELLETIER: Ce que je veux dire c'est qu'il y a une partie de la population, une assez forte partie de la population, qui a acquis non pas seulement des convictions intellectuelles progressistes, mais qui a eu le temps de se créer des intérêts dans la direction du progressisme et qui va drôlement se débattre. Et je ne pense pas, moi, qu'à l'heure actuelle, l'opération soit facile, à moins qu'elle ne soit très habilement menée, de revenir à toutes sortes d'immobilismes. Parce que vous ne libérez pas les énergies qui ont été libérées depuis cinq ans sans avoir à en tenir compte. Le mouvement n'est pas épuisé. Quand même on arriverait à en mâter le gros, il resterait une minorité de gens. Je crois que c'est un mouvement assez fort, que ça pourrait même rompre la paix sociale si on veut. Ça pourrait diviser la société canadienne-française assez profondément. Regardez par exemple ce qui s'est passé en Saskatchewan, en 1962 ou en 1963, au sujet d'une législation relative à la médecine d'Etat. Moi, j'étais passé un peu après et les gens nous

racontaient que les familles étaient divisées. Les gens ne se parlaient plus d'un côté à l'autre de la parenté. Ici, le régime Duplessis n'était au fond qu'une sorte d'accentuation de ce que tous les régimes antécédents, Taschereau et les autres, avaient mis en place. Jamais une opposition n'avait pu prendre naissance. On ne savait pas que ça pourrait finir, cette histoire-là, un jour. Maintenant, on sait que cela peut être interrompu. Et je pense que là, on aurait une division extrêmement profonde de la société.

LIBERTE : Croyez-vous que l'on puisse mieux voir la société canadienne-française, et mieux juger de ce qui se passe ici au Québec, d'un point de vue extérieur au Québec, selon vous dans une perspective canadienne, d'un océan à l'autre?

PELLETIER: Non, la plus belle preuve, c'est que les gens qui s'en vont faire de la politique à Ottawa, perdent souvent le sens commun québécois dans un an ou deux. Non, je crois que c'est de l'intérieur du Québec qu'on peut comprendre ce qui s'y passe. Et si je cherchais un point d'observation, ce point d'observation serait Montréal, malgré tout. Mais avec de nombreuses sorties.

LIBERTE : Pendant que vous énonciez tout à l'heure votre thème du chantage, ie me demandais si nous ne sommes pas toujours un peu les seuls à avoir tendance à être généreux?

PELLETIER : Je n'ai pas prononcé le mot générosité.

LIBERTE : Non, c'est moi qui le mentionne.

PELLETIER: Pour moi, c'est une stricte question de conception politique. Mais à l'intérieur de cette stricte question de conception politique, j'envisage le chantage comme un moyen politique. Ce n'est pas particulièrement généreux, le chantage. Mais je l'envisage comme un moyen politique dans cette circonstance. C'est-à-dire que pour moi, on ne peut pas faire de politique sans une ligne logique qu'on suit. Et je dis bien sans une ligne logique, je ne dis pas une ligne sentimentale. Je trouve par exemple que tout le nationalisme de justice morale qui a marqué, disons, l'époque des années 20, des an-

nées 30, lorsqu'on faisait appel au sens de la justice des populations des provinces anglophones, ça me paraît de la plus grande fantaisie. C'est un élément qu'on peut utiliser dans des discours. Mais axer une politique là-dessus, cela me paraît de la fantaisie. Ce n'est pas à des appels comme ça que les gens obéissent. Mais je dis, par ailleurs, que dans la ligne du fédéralisme, il faut également essayer d'être logiques avec ses prémisses: on conçoit deux cultures qui non seulement se tolèrent mais s'encouragent, et l'on va jusqu'au chantage pour faire respecter cette conception. Je dis que l'unilinguisme au Québec, si on le pose en principe, se rattache à une conception indépendantiste, c'est-à-dire qu'il se rattache à la conception d'Etat-nation. Il est dans cette logique-là.

LIBERTE : Est-ce que vous attachez une certaine importance à ce que la communauté québécoise demeure une communauté francophone en Amérique du Nord ou est-ce que vous la sacrifieriez? Est-ce que la conception que vous vous faites du fédéralisme ferait que justement vous éludiez ce problème-là?

PELLETIER : Non! je ne l'élude pas du tout. Mais, je sacrifierais la culture française en Amérique du Nord si, par hypothèse, elle devenait un facteur d'amoindrissement au plan humain. Et je pense que là-dessus, on s'entend. Je veux dire que, par exemple, s'il n'y avait pas eu moyen de sortir du genre de nationalisme folklorique, conservateur, etc.... Si c'étaient des notions liées indissolublement ou si la culture française était rattachée d'elle-même à travers le monde à des notions dépassées et si on demandait à des gens de se diminuer humainement pour rester français, je ne serais pas d'accord. Mais je ne crois pas que cela soit vrai de nous quand on me demande: dans quelle hypothèse accepteriez-vous le séparatisme? Je dis c'est très simple. J'accepterais le séparatisme dans une hypothèse d'apocalypse culturelle. De même que j'accepterais de me jeter en bas du quatrième étage de ma maison si Payette entraînait avec une mitrailleuse et l'intention nette de me tuer. Je sais que je risque de me casser la gueule parce que les dangers du séparatisme en Amérique du Nord m'apparaissent très considérables. Mais plutôt que de mourir, j'aime mieux prendre les pires risques pour survivre. Je serai peut-être paralysé jusqu'à la fin de mes jours, mais j'aime

mieux ça que d'être mort. Donc, c'est une chose à laquelle je tiens beaucoup. Mais, je ne crois pas que la survivance ou l'épanouissement de la culture dépende de l'unilinguisme. Et ça, je reconnais tout de suite que c'est une question très discutabile en termes d'anthropologie, de linguistique, de tout etc... Mais je ne crois pas à l'hypothèse que la présence de 20% d'Anglophones ici nous menace de disparaître. Je pense que nous étions menacés d'étouffement dans l'ignorance. Je ne crois pas que la présence d'un autre groupe, d'une dualité d'institutions, du bilinguisme dans le Québec, nous menacent à partir du moment où on est vraiment à la hauteur intellectuelle et même peut-être un petit peu plus haut que le reste du continent. Alors, je fonctionnerais dans cette hypothèse-là mais je vous dis tout de suite, avec bien des incertitudes parce qu'il entre des données scientifiques là-dedans que je ne connais pas.

LIBERTE : Pourquoi et en quoi, parce que vous avez prononcé le qualificatif de catastrophique en parlant d'un séparatisme éventuel même en imaginant que vous admettiez sa possibilité en regard de l'échec de la Confédération, le séparatisme serait-il CATASTROPHIQUE pour l'ensemble de la communauté québécoise ?

PELLETIER: Là-dessus, je sais tout de suite que vous ne serez pas d'accord. J'arrive à cette conclusion en raisonnant sur les développements que le séparatisme entraînerait. En d'autres termes, mon hypothèse est la suivante: la société canadienne-française intégrée à l'union américaine, elle est foutue du point de vue culturel! Il n'y a pas un groupe qui peut résister à la force d'assimilation. D'abord, parce que les Etats-Unis n'ont jamais fait d'exception pour personne; on ne peut pas imaginer facilement qu'ils en feraient une pour les Canadiens-Français et qu'ils laisseraient aux Canadiens-Français des institutions de langue française. Donc, je crois que la première chose à éviter, c'est d'être avalés par les Etats-Unis, parce que la survivance culturelle d'une minorité à l'intérieur des Etats-Unis, ça va contre toute leur histoire, contre toute la dynamique de ce peuple-là. Moi je vois ça comme la fin. Ils s'en vont dans une direction tout à fait opposée. Alors je pars de cette hypothèse-là; je me dis que si le Québec est intégré aux Etats-Unis, c'est la fin de la culture française ici. Comment empêcher qu'il le soit? En rai-

sonnant sur la gravité politique; plus un Etat est gros, et plus son voisin est petit, plus il a une force de contrainte, économique, sociale, je dirais même anthropologique.

Quand on raisonne sur l'Europe on voit que aussi longtemps qu'il y avait une puissance qui dominait l'Europe à peu près complètement, il n'y avait pas d'indépendance possible pour les Flandres. Les Espagnols, par exemple, quand ils dominaient, les Flandres, ce n'était pas un pays. C'est devenu un pays à partir du moment où il s'est fait un équilibre autour. Alors, ils étaient tous des gros à côté d'un tout petit peuple. Mais, ils s'opposaient les uns aux autres, puis le petit peuple profitait de la neutralité. Et l'Europe s'est, au fond, assise dans cet état-là, c'est-à-dire que l'Europe n'est dominée par personne. Il y a peut-être un grand Charles qui aurait envie de le faire, mais il n'en a pas les moyens, de toute manière. Je crois donc que pour l'épanouissement de la culture française du Québec et pour lui donner ses chances historiques au maximum, il faut que nous soyons intégrés dans la plus importante entité politique en dehors des Etats-Unis. C'est ça mon raisonnement. Je me dis: le Canada à la dimension qu'il a, subit déjà gravement l'attraction américaine. Et c'est une entité de 20 millions, un immense territoire, etc... Je me dis notre meilleure chance comme groupe de culture française, c'est dans une unité et une unité la plus grande possible, qui puisse vraiment opposer une sorte de résistance quantitative dont un Etat ne peut pas se passer. Je sais bien que ça ne fait pas un beau calcul bien net, parce qu'à l'intérieur de cet Etat-là, on a à assurer sa propre personnalité, sa propre identité. Mais à l'intérieur de cet Etat-là, on a une force de chantage, parce que l'autre partie aussi tient à sa distinction par rapport aux Etats-Unis. Et moi, c'est là-dessus que je veux jouer.

LIBERTE : Etant donné l'évolution inévitable du Canada anglais vers les pôles américains, qu'il y a 20 ou 25% de l'économie canadienne qui est anglo-canadienne, et 75% environ qui est américaine, donc c'est une colonie à toutes fins pratiques, c'est un satellite économique. Mais, au point de vue culturel, les Canadiens anglais se cherchent une identité qu'ils ne peuvent trouver, pour des raisons évidentes, ou du moins qui est anglo-canadienne. Quelle est la solution à cette espèce d'équation ?

PELLETIER: Je vais vous répondre rapidement. Où est-ce que les écrivains suisses, les écrivains belges sont allés? Ils sont allés à Paris. Et cela ne me paraît pas particulièrement grave. Le Canada, même le Canada anglais, même dans ses parties les plus faibles, a des raisons profondes de rester "le Canada". Et c'est là-dessus qu'on peut jouer la partie. Et j'en donnerais de nombreux exemples. Le seul sondage scientifique qui a été fait, a révélé une chose: il y a plus de gens dans le Québec qui désirent l'union aux Etats-Unis, qu'il y en a dans l'Ouest canadien. C'est en Ontario, qu'il y en a le moins, pour une raison bien évidente, ce sont eux qui perdraient le plus. Il ne faut pas penser que cela serait avantageux pour l'Ontario de devenir Américain. Et ça, c'est le centre du pays et c'est à toutes fins pratiques la partie qui importe. Tous les problèmes se sont réglés au Canada quand l'Ontario a conscrit le Québec, de gré ou de force, et lui a dit: "Tu marches avec moi". De plus en plus, à mesure que le Québec va se renforcer, moi, je pense qu'il va être capable de dire son mot. Mais le "pattern" va rester le même, c'est-à-dire que le centre va décider une chose, va arriver à une conclusion, puis va l'imposer aux gens du reste du pays qui vont continuer de dire qu'ils nourrissent la vache et que nous la trayons. Ce qu'ils disent depuis fort longtemps.

LIBERTE: Est-il bénéfique pour un pays que les intelligences et les technocrates puissent suivant leur bon plaisir, passer d'un gouvernement à l'autre et donc laisser moisir l'un ou l'autre, suivant les circonstances politiques. Tous les sous-ministres qui sont jeunes et qui "foutaient le bordel" ne le fouttront pas parce que le système leur offre un jeu de ping-pong. En somme, est-ce que ce n'est pas une des maladies mêmes du fédéralisme de laisser le choix trop grand au gars de s'en tirer?

PELLETIER: Je viens de discuter de ça pendant une heure. Je suis tout frais sorti de cette question. Moi, je pense qu'au niveau des technocrates, on pourra reposer la question en général, parce qu'elle est intéressante. Au niveau des technocrates, je crois qu'il y a une sorte d'internationalisme qui est né. Et si tu n'as pas l'échappée dans ton propre pays, tu l'as ailleurs. D'abord, cela existe au Canada de langue anglaise avec les Etats-Unis, mais à plein alors. Les gars ne s'en vont pas à Ottawa s'ils ne sont pas contents de leur province. Ils s'en vont

aux Etats-Unis. Je donne un exemple qui m'a étonné moi-même. Par suite de mon congédiement de La Presse, on m'a offert trois postes internationaux. Dans mon métier, à part ça. Ce qui veut dire qu'au niveau des techniciens de toutes disciplines, ce problème-là existerait, qu'on soit dans une fédération, ou dans un Etat-nation. Au niveau des individus, j'ai vu toute une génération que vous autres, vous n'avez pas connue. La génération de Ringuet, le Dr Panneton. C'étaient des gars qui étaient immigrés de l'intérieur par rapport à la France. Ils gagnaient de l'argent, mon Dieu, ils s'étaient installés dans des métiers où ils pouvaient en gagner beaucoup, puis ils "foutaient" le camp en France, trois mois, quatre mois, cinq mois par année. Ils venaient ici pour gagner de l'argent, et c'étaient des Canadiens-Français. Je pense que la politisation ça tient vraiment à partir du moment où les gens sont enrégés pour réussir quelque chose dans le pays auquel ils appartiennent, il n'y a pas d'échappée fédérale qui peut jouer au niveau des toutes petites gens. Et là on arrive dans l'odieux de la discussion qui se fait à l'heure actuelle. Est-ce que par exemple, on pourrait prendre des moyens autres que de créer de l'emploi plus profitable pour empêcher les Canadiens-Français de s'en aller travailler en Ontario? Là, on arrive à des problèmes drôlement durs. Même dans la perspective de l'indépendance, s'il y a du chômage dans la province de Québec, l'indépendance par elle-même ne résoudra pas ça; il va falloir le résoudre par un autre moyen. Tu as du chômage dans le Québec, vas-tu empêcher les gars d'aller travailler en Ontario? Ou d'aller travailler aux Etats-Unis?

On en a un million et demi qui est rendu en Nouvelle-Angleterre. Moi je ne vois pas du tout la police aller à la diligence qui conduisait nos chômeurs aux Etats-Unis, au XIXe siècle, et puis dire: "Va serrer tes chevaux et puis vous autres vous restez, ici, à chômer". Je ne puis pas dire cela à des êtres humains, ce n'est pas possible. Et c'est pour ça qu'on les a perdus, d'ailleurs. Ça été une saignée épouvantable. On serait ici 7 ou 8 millions, s'il n'y avait pas eu ça.

LIBERTE: Non pas aujourd'hui, mais au moment où vous l'avez lue, ou entendue, quelle a été votre première réaction à la phrase de Jean Lesage, lorsqu'il a dit: "Moi, je ne bois plus, et puis je vais à la messe tous les matins".

PELLETIER: Je me suis récité à moi-même: "*Laurent, rangez ma haine avec ma discipline*". C'est un vers de Tartuffe, quand il quitte ses appartements. Et tout à coup, je me suis dis: rangez? Il me semble que c'était SERREZ, mais est-ce un cana-diasme? Je suis allé voir dans Tartuffe et c'est: "*serrez ma haine avec ma discipline*."

LIBERTE: Ce qui veut dire en français?

PELLETIER: Ça veut dire que c'est une tartufferie! Et c'est peut-être le plus rutilant indice de néo-duplessisme. Entre ça et les bénédictions de ponts il n'y a pas de différence de nature. C'est la même maudite affaire!

LIBERTE: Vous reprochez à beaucoup de jeunes, entre autres, à ceux qui ont moins de 30 ans, à ceux qui adhèrent au séparatisme, d'être d'une certaine façon des dogmatistes, et c'est vrai qu'ils le sont. Est-ce que vous ne niez pas dans le fond, le droit à des gens qui ne sont pas chrétiens, d'avoir aussi un autre dogme qu'ils appellent Marxisme et qui ne l'est probablement pas, alors que vous vous avez le dogme chrétien?

PELLETIER: Je combats leur dogme politique. Et ça au nom du fait que je vis dans la même société qu'eux. Parce que, moi dans la conception que j'ai, en tout cas, du Christianisme, je n'ai pas l'impression que mon adhésion à un dogme en matière religieuse puisse jamais me conduire à vous nier à vous vos droits. Mais, le gars qui est dogmatique en matière politique, ça va le conduire fatalement à me nier mes droits. En d'autres termes, je trouve que le dogmatisme en politique, c'est d'introduire l'absolu dans le domaine du relatif par excellence. Et je pense que c'est extrêmement dangereux. Il faudrait ici un exposé historique de ce que l'absolu a fait, quand les gens ont voulu bâtir la politique sur la religion, par exemple. Ça a toujours fait un tas d'opprimés. Quand on a voulu bâtir la politique sur le dogme du chef, ça a fait des massacres épouvantables! Quand on a voulu bâtir la religion sur d'adulation de la royauté de droit divin ou qu'on a posé ça sur l'absolu, ça fait des régimes lamentables. Le seul absolu que je reconnaisse est de nature religieuse et non pas politique.

LIBERTE : Vous disiez tout à l'heure qu'une des principales, sinon la principale raison de faire corps avec le Canada anglais dans le fédéralisme, c'était pour sauver le Canada français, c'est-à-dire lui épargner d'être assimilé rapidement par les Etats-Unis. Vous utilisez la quantité d'une unité qui donnerait une force quantitative. Dans l'abstrait, totalement, est-ce que l'unité du Québec avec la France, par exemple, au plan politique, ne donnerait pas quelque chose encore plus quantitativement fort ? ou avec un Commonwealth français ?

PELLETIER : S'il n'y avait pas l'Atlantique !

LIBERTE : Mais avec Telstar, l'Oiseau Matinal... ?

PELLETIER : Oui... peut-être, sait-on jamais ?

LIBERTE : D'un autre côté, vous parliez d'un groupe large et distinct. Mais qu'est-ce qui peut établir l'équation entre un groupe plus petit mais plus distinct et un groupe plus grand moins distinct ?

PELLETIER : Mais c'est que le plus petit ne sera pas plus distinct, par définition. Et à part ça, je disais une entité politique distincte. Parce que je sais bien qu'au niveau économique, ça ne peut pas être tellement distinct.

LIBERTE : Revenons à la question de l'unilinguisme. Lorsque vous parlez de l'unilinguisme vous semblez ne pas pouvoir dissocier la question d'une option politique à court terme, soit fédéraliste soit séparatiste. Quand en fait, à long terme et essentiellement, la question d'unilinguisme, c'est une question qui est fondée uniquement sur une réalité psychique, infraculturelle. La question la plus primitive, si l'on veut de toute société, de tout groupe social, de toute société organisée ?

PELLETIER : Bien, je pense que la réponse, c'est celle que j'ai essayé de donner. Je crois qu'on raisonne sur la persistance ou la survivance d'une culture ou d'une langue, comme on raisonnait au 19^{ième} siècle. Je pense que les conditions sont vastement changées. On raisonne, comme on raisonnait au temps où les gens étaient plutôt illettrés. Je recon-

mais tout de suite que c'est encore notre état, mais dans 10 ans ou 12 ans ça ne le sera plus. Et moi, quand je réfléchis par exemple au chemin qui a été fait depuis 1930 jusqu'à maintenant dans les conditions lamentables de fréquentation scolaire, strictement parce que de nouveaux facteurs sont entrés en jeu, comme la radio, la télévision, etc. je ne puis pas désespérer. Il y a peu de gens qui sont conscients du fait que dans les journaux de Montréal en 1930, toute la publicité était faite en anglais. Il n'y avait pas deux termes français sur cinq. Ça vaut la peine de feuilleter des vieilles collections de journaux montréalais. On ne vendait pas des évier, on vendait des "sinks", on vendait des carrosses de bébés, on vendait des "polo-coats". Les gens ne connaissaient pas d'autres termes. Je pense que la présence de l'anglais à part ça, en Amérique du Nord est tellement massive, qu'il ne s'agit pas d'essayer de protéger le français par des murailles même légales, il faut absolument trouver la façon de lui faire un régime vitaminé qui lui permette de traverser, de survivre à la pression anglaise. Parce qu'elle va s'exercer de toute manière. Avec la mobilité de la population, la vitesse avec laquelle cette mobilité va augmenter, les gens vont être en dehors du Québec, aux États-Unis ou ailleurs que le Québec soit indépendant ou non, à moins qu'il ne ferme ses frontières, ce que personne n'envisage. C'est pour ça que, moi, l'unilinguisme, cela ne me soulève pas d'enthousiasme, sauf d'une manière qui est celle du chantage politique que l'on peut faire. Malheureusement, c'est un peu cynique, mais c'est comme ça.

LIBERTE : Quelle est la période de temps durant votre passage à La Presse où vous avez réellement eu le sentiment d'agir comme le patron d'un grand quotidien ? première partie. Deuxième partie : au cours de cette période, au cours de la même période, où vous auriez agi le plus en faveur du droit à l'information du lecteur, comme patron d'un grand quotidien ?

PELLETIER : Jusqu'au mardi 30 mars, à 10 h. $\frac{1}{4}$, à partir du 15 juin 1961. Parce qu'à partir du moment où mon autorité sur la salle de rédaction aurait été contestée, où on aurait essayé de passer pardessus mon épaule, qu'on l'aurait fait, pour aller contraindre les journalistes dans l'exercice de leur métier, je ne serais pas resté là, j'aurais démissionné. Mais pas sur l'information je dois dire. Je vais être très honnête; là-

dessus on n'a pas fait de tentative de quelque importance. Si un administrateur par ailleurs vous téléphone et vous dit : "Il y a des rumeurs de grève au Petit-Journal, il ne faudrait pas qu'il soit question de ça dans le journal" moi je répondais : "Mais monsieur, si les rumeurs de grève sont fondées sur des faits, il va en être question, vous pouvez en être sûr". Et là, ça retraisait tout de suite, on disait : eh bien, vous allez vérifier comme il faut. Mais vous pouvez être sûr qu'on va vérifier comme il faut. Mais ce n'est jamais allé plus loin que cela. Des tentatives comme celles du SOLEIL, par exemple, je n'en ai jamais connu. Je ne les aurais d'ailleurs pas tolérées. "Le grand patron du journal" ça c'est équivoque, un peu, comme terme. Dans une entreprise comme La Presse, il y a 1,200 employés et à la rédaction vous en avez à peu près 225 sous vos ordres. Un rédacteur-en-chef n'a pas du tout l'impression d'être le grand patron de l'entreprise. Il est le patron de la rédaction. Et mon autorité sur la rédaction n'a jamais été contestée. Disons qu'après la grève, on a voulu la limiter d'une certaine manière, augmenter le nombre de questions sur lesquelles je devais consulter un certain comité de l'administration qui nous était délégué, etc.... Dès que cette proposition-là a été faite, nous, le conseil de rédaction, avons jeté les hauts cris, nous avons dit : "Non! non! non! Nous avions un mandat, puis il nous a été dit qu'au retour au travail rien n'était changé, que c'était pour faire le même journal de la même façon. Alors on n'accepte pas ça. Et l'administration, a dit, bien, il faudra en discuter, etc. Discuter, on est prêt à le faire n'importe quand. Mais, bien mieux, avant c'était une sorte d'entente non verbale. Là on va mettre cela sur papier puis on va dire : quelle est l'autorité du conseil de rédaction. Et on avait fait un projet qu'on leur avait transmis. Trois mois après, ils n'avaient pas eu le temps d'en discuter avec nous. Alors, en fait, le régime était le même qu'au début. Mais, je dois dire honnêtement, qu'il n'y a jamais eu d'efforts, de tentatives pour supprimer d'information.

LIBERTE : Si vous aviez eu toute liberté, quelles orientations auriez-vous donné à La Presse au plan politique, économique, social et artistique ?

PELLETIER : Je dois être honnête encore là.... Sur l'orientation du journal, j'avais toute liberté. C'est la nature de l'insti-

tution qui m'imposait des limitations. Et aussi le fait que c'est une machine extrêmement lourde. Quand, par exemple, pour choisir généreusement un terme de comparaisons, quand De Gaulle a été porté au pouvoir et que pendant un an, il disait à des gens qui venaient le voir: "Je ne peux rien faire", il disait vrai. Moi, j'imagine qu'un type qui prend une machine comme l'administration américaine, par exemple un nouveau président doit à peu près, à l'intérieur de 4 ans, être capable de modifier peut-être 10% du volume de ce qu'il fait. Une machine de cette grosseur-là est tellement déterminante, dans tellement de domaines, que ça n'est pas souple du tout. Vous avez beau avoir toute liberté d'initiatives, les choses résistent. Et résistent drôlement. Et disons que La Presse qu'on a publiée représente, ce que je voulais en faire, compte tenu, mais cela c'est énorme, de la compétence que j'y ai trouvée, de celle que j'ai pu y amener, du poids de cette machine-là. Parce que c'est une industrie un journal de cette grosseur-là. Moi, j'ai vu entrer là beaucoup de journalistes qui y ont été malheureux, parce qu'ils disaient: "Ah! il n'y a pas d'esprit dans cette boîte! Moi j'ai déjà travaillé au Devoir, là, on est tous ensemble". Je lui disais: "Mon vieux, il faut que tu quittes le stade artisanal et puis que tu rentres dans l'industrie". C'est une industrie. On ne peut pas plus avoir d'esprit de famille là qu'on n'en a à la General Motors. Disons que ce que je n'ai pas réussi à faire à La Presse, c'est à cause de limitations tenant à la grosseur de l'entreprise, à la compétence, à des trucs comme ça et pour une part, après la grève, à une administration brouillonne qui changeait d'idées, s'inquiétait, multipliait les processus administratifs, nous tenait, me tenait; moi je faisais quasiment le travail du directeur du personnel à la Rédaction, un travail que quelqu'un d'autre aurait dû faire et on a hérité aussi d'un certain nombre d'incompétents. Mais c'est dans ces termes-là que cela se formule. Parce que je pense que les administrateurs me connaissaient assez pour savoir que s'ils avaient essayé de dire: "Vous ne parlerez pas de telles choses ou vous allez aller dans tel sens", ça n'aurait pas marché. La principale difficulté, ce n'est pas un péché de commission, c'est un péché d'omission de la part de cette administration. Il faut vous rendre compte que dans tout ce conseil d'administration, il n'y a pas un individu qui connaisse convenablement la publication d'un journal quotidien. Et par ailleurs c'est truffé d'individus qui n'essayeraient pas de

soigner la tuberculose ou de faire marcher la General Motors mais qui sont convaincus qu'ils sont capables de faire un très bon journal. Voyons, qui n'est pas capable d'écrire des articles dans un journal? Alors, ça c'est assez grave. Mais en même temps, pensez-y bien, ça donne beaucoup d'autonomie ça! Vous savez quand le type n'est pas capable de dire: Eh bien! si tu ne le fais pas, je vais y aller et puis je vais le faire". Ils ne savaient pas le faire. Jusqu'à un certain point, cela donne une certaine autonomie. Mais ça crée facilement de la méfiance.

Il y a une autre difficulté que je n'ai pas évoquée, c'est que la liberté d'un journal est également limitée par ses lecteurs. Vous ne pouvez pas faire ce que vous voulez avec un journal comme *La Presse*. Enfin, il y a des limitations d'ordre technique. Moi, je ne pouvais pas descendre le tirage de *La Presse* à 50,000 parce qu'elle aurait été en faillite. Il faut que ce journal-là fonctionne à 250,000 de tirage. Alors, si on avait essayé de faire un journal comme l'Ordre d'Olivar Asselin ou le journal *Le Devoir* on faisait faillite. Vous ne pouvez pas, dans un grand médium d'information, en tout cas dans la conception que j'en ai, organiser des croisades sur des objectifs limités. Celui qui personnifiait le grand propriétaire de chaînes de journaux aux Etats-Unis, Hurst, faisait ça lui. Il conscrivait la première page de son journal pendant des mois pour l'installation de poubelles sur la grande rue ou combattre les gansters ou des trucs pareils, moi ça n'entrait pas dans ma conception. On essayait de donner une information équilibrée et d'exprimer, d'ouvrir une ligne, une avenue de pensées qui constituaient une route possible pour la masse des lecteurs.

LIBERTE: Entre avril 64 et avril 65, avez-vous changé d'option sur l'avenir du pays, le rôle de la bourgeoisie canadienne-française, le rôle du syndicalisme, le rôle du clergé, le rôle de la gauche militante?

PELLETIER : Je pensais peut-être en avril 64 que la grande bourgeoisie était un peu moins bête. J'avais déjà des opinions assez fermes là-dessus mais j'étais peut-être plus optimiste sur la capacité de la grande bourgeoisie d'affaires canadienne-française qui n'est pas très grande de toute manière. Notre "grande

est plutôt "petite". Peut-être que j'entretenais plus d'illusions en 64 qu'en 65, mais pas beaucoup plus. Sur la gauche militante, peut-être lui faisais-je plus confiance. J'entends, enfin, toutes les revues qui paraissent, tous les mouvements, le PSD qui s'est coupé en PSQ qui a cessé d'exister. Je n'ai pas l'impression que ça été une grande période cette année-là. Disons que je croyais que la gauche resterait plus réaliste. Il me semble que certains éléments de gauche sont partis en peur d'une façon assez futile et assez verbale, et ont donné un spectacle de division, plutôt attristant. A part ça, pendant cette année-là, il me semble que le reste a évolué à peu près comme je croyais que ça évoluerait. Le syndicalisme, lui, ne paraît pas avoir dévié ou avoir évolué autrement. Qu'un syndicat en particulier "se foute les orteils dans la bouche", ça c'est autre chose. Et quant au comportement d'un syndicat en particulier pour un homme qui a été mêlé à des événements, ce n'est pas un syndicat, ça se ramène à des personnalités, on connaît toutes les ficelles, tous les facteurs qui ont joué, tous les facteurs personnels, les ambitions, les rancunes, ça ne peut pas affecter la pensée qu'on a sur le syndicalisme en général.

LIBERTE : Certains vous ont ouvertement reproché votre silence durant la grève de La Presse.

PELLETIER : Et comment donc !

LIBERTE : Ne croyez-vous pas que vous leur avez donné des arguments supplémentaires en quittant La Presse, malgré vous, juste après la grève ?

PELLETIER : Si je n'ai pas parlé pendant la grève c'est pour deux raisons. C'est que, depuis exactement le 15 juin, je savais qu'on guettait le moment où je m'ouvrirais la bouche pour me "foutre à la porte". Je connaissais cette résolution de me foutre à la porte pour indiscipline et insubordination, parce qu'il y avait une consigne de silence de la part de l'employeur, et je savais que cette résolution de me passer par-dessus bord venait d'une chose : c'est que aux négociations, le Syndicat avait donné des signes de méfiance profonde à mon endroit. De sorte que j'avais le choix suivant à faire : ou je parle et je me fais jeter à la

porte, sans rémission. Parce que si l'employeur avait fait durer la grève sept mois sur des questions un peu byzantines sur les bords, vous vous figurez qu'il l'aurait laissée durer un mois de plus pour ne pas se laisser imposer un gars qu'il avait foutu à la porte. Il avait saisi dès les premières séances de négociations qu'il y avait dans le syndicat des gens qui étaient des adversaires pour toutes sortes de raisons. Et là, ils se sont sentis forts. Moi je savais que si je prononçais une parole, j'étais passé par-dessus bord. J'avais à me demander: est-ce que je veux être passé par-dessus bord? La seule chose qui me retenait c'était de me dire: si je passe par-dessus bord à ce moment-ci, qu'est-ce que devient La Presse à la rentrée? Qui est-ce qui est là à ma place? De la même façon qu'en 61 quand on m'avait offert le poste, je leur avais demandé: si je refuse, qui est-ce que vous placerez-là? Ils me l'avaient dit. Et c'est ce qui m'avait décidé d'y aller. Parce que je me disais: je me reprocherai jusqu'à la fin de mes jours, en voyant le journal, ce qu'il va devenir avec ce type-là, d'avoir raté l'occasion d'aller faire peut-être mieux. Si je voulais y retourner, si je voulais essayer de garder La Presse dans l'orientation que je lui avais donnée depuis trois ans, il fallait absolument que je me taise. Il y a eu une confirmation de ça quand le syndicat local, puis le syndicat des journalistes, ont refusé de protester, non pas contre mon congédiement, mais contre la manière dont j'avais été congédié. Vous voyez ces gens-là rester en grève jusqu'à Pâques pour me ramener là, une fois que j'aurais été congédié. Ça confirme absolument que j'avais eu raison. Et j'ai couru l'aventure dans ce sens-là. Je me suis dit: ça va être infernal après, parce que le Syndicat va être exsangue, donc il ne résistera pas fort; quand un employeur sait qu'un syndicat est complètement vidé de son sang, il peut faire toutes sortes de choses, parce qu'il sait bien que ce syndicat ne se remettra pas en grève le lendemain. Le seul élément de résistance, ça va être nous, au conseil de rédaction. Ils savaient très bien que même si le syndicat s'était rallié autour de nous, il n'était plus capable de faire rien pour nous défendre. Il s'était épuisé lui-même pendant sept mois. Je savais que cela serait extrêmement pénible et qu'on serait pris entre l'écorce et l'arbre. Mais j'ai fait la gageure. Je me suis dit: peut-être bien qu'au total, il y a moyen de sauver les trois ans de ma vie que je viens d'investir là-dedans et l'effort qu'on a fait pour améliorer ce journal-là. Alors, c'est le pari que j'ai fait et je l'ai perdu. Mais je suis sûr d'une chose: c'est

que si j'avais fait l'autre pari, je l'aurais perdu également, et en donnant une sorte de vraisemblance à la décision de l'employeur de me passer par-dessus bord. Parce que si l'employeur avait pu dire: Nous avons une politique de silence sur cette question, M. Pelletier n'a pas voulu s'y conformer, alors nous autres on ne peut pas le garder dans ces conditions-là. Il nous a trahis au moment où nous étions en guerre. Evidemment, les gens auraient dit: ben.... quand même.... bon. Alors c'est comme ça moi que j'ai vu la question mais je m'empresse d'ajouter que j'ai été mêlé à assez de grèves pour savoir qu'au milieu de la grève, des gars qui étaient affectés par la grève ne pouvaient pas entrer dans ces raisonnements. Ça je trouve ça tout à fait naturel et normal. Et je ne pouvais pas leur en vouloir de m'accuser d'avoir un silence complice. Il y a une chose à laquelle je réfléchis et puis s'il vous arrive une aventure comme ça, vous allez certainement vous faire la même réflexion: ça doit être épouvantablement difficile de démissionner soi-même, parce que quand pendant quatre ans, vous êtes allé chercher des gens un peu partout, vous les avez amenés là, en leur donnant certaines garanties, en leur disant: "viens participer à ce qu'on essaie de faire, on essaie de faire un journal un peu plus vivant". Il faut que la question de principe soit claire en diable pour que ces gars-là comprennent. Si vous prenez l'initiative de vous en aller, ils disent: "Tu nous as tous amenés ici puis maintenant tu vas "f....." le camp" et puis nous autres on va rester sur le sable". Ça c'est pénible. En ce sens-là, c'est beaucoup mieux de se faire mettre le pied au cul, parce que ça fait un peu mal mais on n'a pas l'impression d'avoir égorgé des gens qui sont venus collaborer avec vous, qui ont pris certains risques. Et à part ça, moi j'avais comme principe, celui de Churchill: "Never resign, let them kick you out". Parce que même quand on ne peut pas éviter une injustice, je pense que dans la perspective de l'homme d'action, on a encore le devoir de la subir, de la surbir de telle façon qu'elle paraisse la plus odieuse possible, pour que le gars ait moins envie d'en faire une un peu plus tard. Il ne faut pas collaborer avec l'injustice. Par exemple, quand on m'a remis la résolution qui me congédiait, on m'a dit: "Bien entendu, monsieur Pelletier, vous étiez ici un cadre supérieur, donc si vous voulez nous donner votre démission, il ne sera jamais question de congédiement, la résolution du conseil d'administration ne sera jamais connue". J'ai dit: "Vous m'avez regardé dans le blanc des yeux? — Non — Vous allez prendre

la responsabilité de votre décision". Je leur avais dit d'ailleurs une semaine auparavant: "Moi, je ne démissionne pas, on me congédie". Mais c'est ça le silence et je peux ajouter une chose, C'est qu'il m'a été extrêmement pénible.

LIBERTE : Sortez-vous blessé personnellement de l'affaire de La Presse ?

PELLETIER: Je sors déçu de deux hommes. Mais pas blessé. Il y a deux choses difficiles, une beaucoup plus que l'autre. La première, je vous en ai déjà parlé. C'est de penser aux gars que j'ai attirés là et qui, parce que je les avais mis aux postes de commande, sont à l'heure actuelle, évidemment, sous l'eau. Je ne peux que bien peu pour eux. J'essaie de le faire. Mais c'est très pénible de les laisser comme ça. Par ailleurs, je dois dire sans nommer personne, que l'on ne doit pas regretter d'avoir été l'occasion bien involontaire pour des gens d'aller jusqu'au bout d'eux-mêmes. Il y a une certaine grandeur là-dedans. Puis, je pense que les hommes ne regrettent pas d'être mis dans l'occasion tout à coup de vivre difficilement une chose à laquelle ils ont cru. Mais c'est quand même pénible. Et beaucoup moins pénible: on ne peut pas s'empêcher de penser qu'on a donné quatre ans de sa vie à quelque chose et que... en tout cas, c'est gravement compromis. Je ne sais pas ce que va redevenir *La Presse* mais si ça devait redevenir le journal d'avant Jean-Louis Gagnon, cela serait quand même pénible d'avoir pendant quatre ans, fait quelque chose dont il reste peu. Enfin, l'impact pendant quatre ans du journal, ça reste, ça a eu des conséquences, bonnes ou mauvaises, qui sont là pour l'éternité. Je ne peux pas regretter d'être allé là...

LIBERTE : Plusieurs personnes ont remarqué la différence de style ou de ton entre vos éditoriaux de La Presse et vos éditoriaux du Devoir. Comment vous l'expliquez-vous ?

PELLETIER: C'est très simple. L'explication majeure: c'est qu'à *La Presse*, je faisais des éditoriaux après une journée de travail assez infernale, merci.... ayant déjà faim, entre six heures et demie et sept heures et quart me dépêchant un peu pour pouvoir arriver et voir mes enfants au moins une fois par

jour. Depuis ce temps-là, je fais quatre papiers par semaine dans lesquels je mets tout mon amour et ma complaisance, je pense que cela est l'explication majeure. A part ça, il y en a une autre aussi que je ne peux pas nier. Il est sûr que quand vous êtes le rédacteur-en-chef d'un grand quotidien, (d'un grand ou d'un moyen quotidien, je suis sûr que Ryan ne peut pas écrire dans *Le Devoir* dans le même état d'esprit que moi j'écris) il y a toute la boîte à conduire quand on redevient un individu, ça s'appelle un gars qui dit ce qu'il pense et puis il le dit. C'est un homme qui parle et essaie d'être responsable quand même mais il y va plus allègement, bien sûr. D'ailleurs la première personne qui m'a fait remarquer cela, c'est mon fils qui a 16 ans. Il prétend que c'était plus sérieux avant.

LIBERTE : A votre avis, qu'est-ce que Cité Libre a donné de mieux en 12 ans, et de pire durant la même période ?

PELLETIER: Je pense que ce que Cité Libre a donné de mieux, c'est bien modeste. Mais ça peut avoir des conséquences importantes. Il faut avoir été à l'origine pour le savoir mais je crois qu'on a habitué les gens, enfin, certaines gens, à situer les problèmes. C'est-à-dire, à distinguer les ordres dans l'action, à ne pas tout bloquer ensemble. Et vraiment à ne pas accepter de mêler les questions quand elles ne sont pas mêlées dans la réalité. Ce qu'elle a donné de pire, je pense qu'elle a contribué à lancer une certaine mode d'introspection collective dont on a fait un abus depuis, absolument invraisemblable. C'est peut-être vraiment ce qu'on a fait de pire parce que, là je vais nous excuser en même temps que je nous accuse, on faisait ça au pif, on n'avait pas d'instrument, on faisait ça sur l'intuition. L'intuition ça ne va pas très loin dans ce domaine-là. Mais enfin, c'est tout ce qu'on pouvait faire et on l'a fait. Et j'ai l'impression que la manie s'est perpétuée à partir d'un certain moment où les gens auraient pu faire autre chose que de l'intuition. Ils auraient pu faire des sciences politiques parce qu'ils ont eu l'occasion de les étudier et un petit peu plus de loisirs.

LIBERTE : Faites-vous partie ou avez-vous le sentiment de faire véritablement partie d'une génération ? Si oui, quelle est-elle ? Ou alors, êtes-vous un homme seul ?

PELLETIER: Non, je ne suis certainement pas un homme seul. J'ai travaillé en équipe pendant toute ma vie. Je dirais même que le seul inconvénient de ma nouvelle situation, c'est celui-là, et je vais être obligé de le corriger au plus vite. Je n'ai jamais rien publié que je n'aie pas fait lire à quelqu'un. Même à *La presse*, c'était très drôle: quand j'y suis arrivé cette habitude-là n'existait pas. Et je ne demandais pas aux gars de me faire lire leur papier, je n'ai jamais eu à leur demander, mais je leur demandais de lire les miens. Et ça les étonnait un peu. J'ai toujours travaillé en équipe, mêlé à un groupe. Mais, enfin, vous savez ce que c'est: regardez ce que vous faites ensemble. J'ai toujours travaillé dans des équipes, dans le syndicalisme, c'est une équipe extrêmement serrée aussi. Alors, je n'ai jamais eu l'impression d'être un homme seul. Au contraire. On a beaucoup exagéré sur le truc des générations. Je pense qu'on a... C'est peut-être aussi une chose que *Cité Libre*, parmi les mauvaises choses qu'elle a faites, a contribué à populariser. Mais c'est un phénomène qui est réel. Je ne peux pas m'empêcher de dire que les gens aux jugements desquels je tiens le plus, et je pense bien que c'est à peu près comme ça pour tout le monde, c'est très particulièrement le jugement des hommes de mon âge que je trouve valables par ailleurs, en qui j'ai confiance. Ce n'est pas exclusif. Mais disons qu'il est assez normal que si j'ai une orientation ou une décision à prendre un petit peu grave dans l'ordre de l'action, que je m'arrange pour accrocher Marchand qui est de passage à Montréal, que je donne un coup de fil à Trudeau, que je réunisse cinq ou six gars pour prendre un verre et puis qu'on en discute ensemble. On fait partie d'une génération mais il y a toute une grande partie de cette génération qu'on renie bien sûr. On en fait partie pour le meilleur ou pour le pire. Moi, je dirais que j'ai surtout conscience d'être d'une génération qui a vécu son adolescence pendant la crise économique et qui est divisée en deux assez nettement. Les gars qui se sont dit, "Il ne faut pas revoir ça des gens souffrir comme on les a vus souffrir et comme on a souffert nous-mêmes", et qui se sont dirigés vers les sciences sociales, le syndicalisme, la politique, le journalisme, c'est là qu'on a pris notre côté militant, apostolique, emmerdeur à certains points de vue. Bien sûr, il y a des gars qui en sont sortis en disant: "Moi, jamais plus je ne crèverai de faim". Et ça fait les gars les plus froidement profiteurs de la société. Vraiment, c'est assez typique et aujourd'hui encore, j'en vois passer des hommes

de mon âge et je me dis: "Ouais, lui, il est peut-être tombé de l'autre bord". On est tous issus d'une adolescence vécue dans la crise, puis il fallait savoir ce que c'était. Ça détermine les gens.

LIBERTE : S'il vous restait deux mois à vivre et que vous le sachiez, que feriez-vous du reste de votre vie ?

PELLETIER: Il y a des réponses toutes faites là-dessus. Il y a celles qu'on vous donnait chez les Jésuites: "Je continuerais de jouer à la "balle-au-chasseur"! Honnêtement, je pense que je continuerais à faire ce que je fais et j'essaimerais de prélever un des mois pour aller en Asie. Je n'ai jamais été capable d'aller en Asie, dans ma vie. J'ai raté la chance sept ou huit fois.

LIBERTE : Est-ce que vous croyez à l'existence du ciel et de l'enfer ?

PELLETIER: Disons donc que je crois à la vie éternelle.

LIBERTE : Nommez vos auteurs préférés ?

PELLETIER : Disons que le gars que j'apporte en voyage c'est Pascal. Mais je tiens à préciser une chose, pas du tout pour la pensée religieuse de Pascal qui est un janséniste dont la partie "janséniste" me fait horreur, mais c'est le Pascal des Provinciales que je tiens pour le plus grand polémiste de la littérature française. Je le relis avec énormément de plaisir. Le gars en lui-même m'intéresse, il continue de m'intéresser. Si vous me demandez quel est le poète que je relis, il n'y en a qu'un, c'est Claudel. Surtout le théâtre. Dans la littérature canadienne, tout ce qui peut me tomber sous la main de Fournier ou d'Asselin ou de Buies, je lis ça avec énormément de plaisir. Et puis tous les autres ou presque. Vous demandez s'il y en a un que je n'aime pas dans la littérature, quelqu'un pour qui j'ai du respect mais qui n'est pas du tout de ma famille, c'est Stendhal, mais je l'ai lu quand même. Chez les auteurs contemporains, un qui me fait littéralement grincer des dents mais que je lis quand même c'est Sartre. Je ne suis pas capable de concevoir de la sympathie pour cet homme-là ni pour sa forme de

pensée, et pourtant il y a beaucoup de choses auxquelles il croit et auxquelles je crois aussi. "Les Mots" c'est un livre extraordinaire et là, j'ai eu l'impression de rencontrer un homme. Mais la seule fois que j'ai eu de la sympathie pour Sartre, c'est en lisant les mémoires de Simone de Beauvoir.

LIBERTE : Ces mêmes auteurs ont-ils été vos maîtres à penser ?

PELLETIER: Ah! non. Je me reconnais un maître à penser entre tous, c'est Emmanuel Mounier; c'est très sérieux. C'est un écrivain que je relis, mais je ne le vois même pas comme un auteur. Je le vois comme un homme qui a déjà eu à se débrouiller dans certaines situations qui ressemblaient aux nôtres. C'est certainement celui qui m'a donné le plus, sans conteste, au plan de l'action. Et je m'étonne à chaque fois de pouvoir relire les trucs qu'il a faits et qui m'apparaissent actuels.

LIBERTE : Est-ce que vous avez l'impression qu'on lit très peu Mounier maintenant, sinon plus du tout, excepté, chez certaines personnes ou de votre génération, ou de gens qui ont pu le rencontrer éventuellement

PELLETIER: J'avais cette impression-là, très ferme, jusqu'au moment où j'ai pris connaissance du tirage de ses oeuvres complètes qui a été terminé rien que l'an dernier, même de ce qui s'est vendu ici, c'est Fomac qui avait eu ça au début et puis les successeurs ont continué. Ça ne veut pas dire que cela se lit quand ça se vend, mais là j'ai eu un doute dans l'esprit. Les oeuvres complètes se sont vendues pas mal ici. Ça m'a étonné.

LIBERTE : Arrivé à 40 ans, un homme a le choix entre continuer de travailler ou cesser de travailler. Quelles sont, selon vous, les conséquences de cesser de travailler?

PELLETIER: On cesse d'exister. Mais les gens ne s'en aperçoivent pas et puis soi-même souvent on ne s'en aperçoit pas. Disons qu'à 40 ans, un gars qui a convenablement réussi dans ce qu'il a essayé de faire, il peut vivre encore 20 ans, rien que sur

son prestige, en faisant semblant. A partir du moment où on dépasse la quarantaine, on prend l'habitude de catégoriser les gens qu'on rencontre entre ceux qui travaillent encore et ceux qui ne travaillent plus. C'est très visible.

LIBERTE: Si une bonne fée vous disait: Gérard Pelletier, faites trois vœux, ils seront exaucés, lesquels feriez-vous ?

PELLETIER Le premier serait d'avoir écrit un bon livre dans ma vie, ce que je ne ferai probablement pas. Le deuxième serait d'obtenir une année pour aller écrire un grand reportage, quelque chose qui pourrait avoir un certain caractère de permanence. Le troisième serait d'avoir un appareil-stéréo avec l'intégrale de Bach, Editions Archives. Je n'en ai pas et ça fait plusieurs fois que je veux en acheter un et je ne trouve jamais le moyen.

LIBERTE : Quel âge avez-vous ?

PELLETIER: 45 ans, mon père, je suis vacciné à part ça.

LIBERTE : Que comptez-vous faire maintenant ?

PELLETIER: Je vais essayer de collaborer à l'évolution de cette maudite société dont je fais partie, et qui, pour moi, est capable de faire encore de grandes étapes pour le bonheur de tout le monde.

LIBERTE : Quand vous dites je vais continuer à contribuer à l'évolution, vous rendez vous compte quand même, qu'il y a des gens qui disent: Pelletier c'est un gars qui n'est plus dans le coup ?

PELLETIER: Il faudrait que cela me soit dit par quelqu'un que j'estime profondément. Parce que dit par n'importe qui, je ne dis pas par quelqu'un que je méprise, je pense que je ne méprise pas grand monde, il y en a quelques-uns solidement, c'est plutôt exceptionnel, mais dit par n'importe qui, cela ne m'affecte pas. Ça n'a pas d'effet sur moi. Si un gars me disait ça,

un type en qui j'ai profondément confiance, même si ce n'est pas un ami intime, je passerais deux ou trois jours assez malheureux. J'ai le plus grand mépris pour les gens qui ne sont pas capables d'être jugés. Les gars que je méprise, ce sont les gars de mon âge qui sont partis à la remorque de Parti-Pris. Ils n'y croient pas trop, trop. Et ils disent: oh! merde... il ne faut pas être coupés de la jeunesse, on devient des vieux. Moi, je veux être un vieux. Je m'en sacre! Je veux vraiment essayer d'avoir mon âge. Je trouve que les seules gens acceptables sont ceux qui sont capables de s'accepter. Comme ils sont, au moment où ils ont à faire le choix. Les seules femmes supportables sont celles qui sont capables d'être des femmes de 40 ans quand elles sont rendues à 40 ans. Pour les hommes, je pense que c'est vrai aussi. C'est vrai profondément. De sorte que cela ne me touche pas. Ça ne veut pas dire que sur le plan du travail, par exemple, ça c'est réel, si je m'apercevais tout à coup que je ne lis plus, que les gens me parlent de choses nouvelles et que cela ne m'intéresse pas, que j'aime mieux rester assis, ou retourner dans des choses qui m'ont déjà plu ou me complaire dans des trucs comme ça ou je ne suis pas capable de rentrer dans une nouvelle entreprise, là, je serais inquiet. Mais juste dit comme ça, si c'est un gars de l'université qui me le dit je me dis non, c'est normal qu'il croit que je ne suis plus dans le coup, parce que le rôle que j'ai à jouer à ce moment-ci de ma vie, il l'ennuierait lui profondément, parce que si un gars de 20 ans se comporte comme un gars de 45 ans, ça n'a aucune sorte de sacré bon sens. Le plus grand enseignement que je retire, je le retire vraiment de moi vis-à-vis de mes enfants. Voici un exemple de ça; il y avait un bonhomme qui travaillait avec moi à "La Presse" et tout à coup, un soir, il a écrasé un de ses subordonnés, un gars de son âge, il l'a réduit en poussière. Et j'ai dit, mon vieux, non, pas ça, on ne fait pas ça. Tu as abusé de ta force. Il me dit: oui, mais il avait été drôlement injuste pour moi. Et je lui ai dit sans y réfléchir: si tu n'es pas capable d'accepter l'injustice de tes subordonnés, tu n'es pas capable d'exercer l'autorité. Moi, je n'accepte pas l'injustice de mes supérieurs, mais de mes subordonnés, je suis obligé de l'accepter. Et le gars m'a dit aussi simplement et spontanément que cela: "Mais qu'est-ce que vous voulez, moi, je n'ai pas d'enfants." Et j'ai trouvé qu'il avait drôlement bien jugé. Je parlais à des étudiants, l'autre jour, à St-Laurent, et je leur ai dit: "Moi, je vais respecter un critère, en vous parlant, je ne

vous dirai rien que je ne serais pas capable de dire sans rire devant mes enfants autour de la table, qui ont maintenant 14, 16, 17 et 20 ans. Parce que c'est ça le test. Ils te connaissent eux autres, si tu n'es pas capable de leur dire sérieusement une chose, ne va pas dire ça à un auditoire d'étudiants qui ne seront pas impolis mais qui vont sentir la fausseté de l'affaire. Tu sais, des enfants adolescents, ne demandent pas à leur père d'être de leur avis, il faut qu'ils se fassent les dents sur quelqu'un et c'est sur toi qu'ils vont se les faire. C'est normal. Si tu es comme eux, ils tombent dans la guimauve; il n'y a plus rien qui fonctionne. Ils ont l'impression d'être dans les limbes.